

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

POUVOIR JUDICIAIRE

[C – 2005/09047]

Cour d'appel de Bruxelles. — Erratum

Dans la publication, au *Moniteur belge* du 3 janvier 2005, page 13, de la désignation de M. Grégoire, P., conseiller suppléant à la cour d'appel de Bruxelles, pour exercer les fonctions de magistrat suppléant, les dates du 6 décembre 2004 et du 10 janvier 2005 sont remplacées respectivement par les dates du 14 décembre 2004 et du 31 janvier 2005.

RECHTERLIJKE MACHT

[C – 2005/09047]

Hof van beroep te Brussel. — Erratum

In de bekendmaking, in het *Belgisch Staatsblad* van 3 januari 2005, pagina 13, van de aanwijzing van de heer Grégoire, P., plaatsvervangend raadsheer in het hof van beroep te Brussel, om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen, dienen de datums van 6 december 2004 en van 10 januari 2005 vervangen te worden respectievelijk door de datums van 14 december 2004 en van 31 januari 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2005/00012]

20 DECEMBRE 2004. — Circulaire ministérielle PLP 37 relative à la coopération et l'échange d'informations au sujet des phénomènes du terrorisme et de l'extrémisme

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mmes et MM les Bourgmestres,

POUR INFORMATION :

Au Commissaire général de la police fédérale,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Au Directeur général de la Direction générale Politique de prévention et de sécurité,

Aux Commissaires d'arrondissement,

Aux Chefs de corps de la police locale.

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

I. Contexte général

Les derniers événements dramatiques dans le domaine du terrorisme et de l'extrémisme ne font qu'accentuer nos objectifs formulés précédemment dans le plan national de sécurité 2003-2004 ainsi que dans le récent plan national de sécurité 2004-2007. Les informations que j'ai recueillies, font également apparaître que l'échange d'informations au sein de notre service de police intégré se déroule de manière adéquate.

Le flux d'informations, tel que réglé dans la directive contraignante MFO-3, a déjà porté ses fruits à plusieurs reprises.

Dans le cadre d'une lutte efficace contre le terrorisme, le recueil permanent d'informations revêt une importance capitale. Je souhaite, dans ce contexte, une fois de plus souligner l'importance de la police locale. Elle voit et entend les réalités sur le terrain et est, par définition, la mieux placée pour répondre à ce que demande l'article 44 de la Loi sur la Fonction de police.

Je souhaite donc que cette activité soit considérée comme un point d'attention permanente pour la police locale. Ce point d'intérêt pourra alors, à un moment encore à définir, être repris dans le plan zonal de sécurité.

Cette circulaire affine, accentue et interprète donc aussi ce qui figure déjà pour partie dans l'article 44 de la LFP et qui a également été traduit techniquement dans la directive contraignante MFO 3. Mon intention est que vous demeuriez constamment attentif à cette donnée essentielle.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2005/00012]

20 DECEMBER 2004. — Ministeriële omzendbrief PLP 37 betreffende de samenwerking en het uitwisselen van inlichtingen met betrekking tot het fenomeen terrorisme en extremisme

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

TER INFORMATIE :

Aan de commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de voorzitter van de vaste commissie van de lokale politie,

Aan de directeur-generaal van de algemene directie voor preventie en veiligheidsbeleid,

Aan de arrondissementscommissarissen,

Aan de korpschefs van de lokale politie.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Dames en Heren Burgemeesters,

I. Algemene context

Een aantal recente dramatische gebeurtenissen op het vlak van terrorisme en extremisme kunnen onze eerder geponeerde doelstellingen in het nationaal veiligheidsplan 2003-2004 en het nu recente nationaal veiligheidsplan 2004-2007, enkel maar nog meer benadrukken. Uit informatie die ik heb ingewonnen blijkt dat ook de informatie-uitwisseling binnen onze geïntegreerde politiedienst naar behoren verloopt.

De informatieflux, zoals geregeld in de dwingende richtlijn MFO-3, heeft reeds meermaals zijn vruchten afgeworpen.

Hoeft het nog gezegd dat in het kader van een efficiënte terrorismebestrijding het permanent inwinnen van informatie van essentieel belang is. In dit verband wens ik nogmaals het belang van de lokale politie te onderstrepen. Zij zijn onze ogen en oren op het terrein en zijn per definitie daarom het best geplaatst om te voldoen aan hetgeen gevraagd wordt in het artikel 44 van de Wet op het Politieambt.

Om dit gegeven te verzekeren wens ik dat deze activiteit wordt beschouwd als een permanent aandachtspunt voor de lokale politie. Dit aandachtspunt kan op een later, nog te bepalen tijdstip, dan worden toegevoegd aan het zonaal veiligheidsplan.

Deze omzendbrief verfijnt, beklemtoont en interpreteert dan ook voor een deel hetgeen reeds staat vermeld in het artikel 44 van de WPA, hetgeen op zijn beurt dan technisch wordt vertaald in de dwingende richtlijn MFO 3. Het is ook mijn bedoeling dit belangrijk gegeven onder uw voortdurende aandacht te houden.

II. Mesures de l'autorité fédérale

Au niveau fédéral, nous avons également apporté quelques améliorations structurelles. Ici aussi, le but était de rester très vigilant et de veiller à pouvoir disposer des structures nécessaires pour pouvoir rassembler, obtenir et traiter les informations demandées, à temps, afin de pouvoir les contextualiser ensuite.

Nous pourrions alors, en connaissance de cause et après avoir évalué correctement la portée de chaque étape, fournir à notre police les instructions, renseignements et missions nécessaires sur le plan de la politique.

Afin de nous en assurer, nous allons élargir le GIA, Groupe Interforce Antiterroriste et le transformer en un « Service général de renseignement menace sécuritaire » (SRM). Tous les services de sécurité et de renseignements, y compris les représentants de la police locale et de la police fédérale ainsi que des différents départements pouvant fournir des informations utiles en la matière, tels que, par exemple, mobilité, transport, finances, douane, affaires étrangères y auront leur place. Toutes les données et renseignements disponibles seront donc rassemblés au sein de ce service. Ce nouveau service à mettre en place ressortira à l'autorité du Ministre de la Justice ainsi qu'à la mienne.

En outre, les services de la police fédérale qui s'occupent spécifiquement des matières comme le terrorisme et l'extrémisme seront renforcés, tant en personnel qu'en moyens.

III. Mesures pour la police locale

Ici aussi, de nombreux résultats ont déjà été obtenus. En 2002, soit l'année de la réforme et de la mise en place de la Police locale, il est apparu que de sérieuses initiatives avaient été développées dans le domaine de la collaboration et de l'échange d'informations. Le recueil d'informations était cependant insuffisamment structuré et ne comblait pas les lacunes au niveau du recueil et du traitement pour les corps locaux.

Afin de soutenir les zones et d'obtenir de meilleurs flux d'infos, la police fédérale a, par le biais des directeurs de la police judiciaire, mis en place des réseaux avec les corps de la police locale. Au sein de plus de 100 zones, il y a déjà des points de contact avec les services SJA (services judiciaires arrondissement) de la police fédérale. Dans certains arrondissements, ont aussi été mis en œuvre des projets auxquels participent, outre la police locale et la police fédérale, les services de renseignements, la douane et même l'armée, ce que je ne peux qu'applaudir et encourager.

Je tiens cependant à tout mettre en œuvre et à épuiser toutes les sources et structures possibles afin de pouvoir garantir à notre population, une sécurité maximale.

IV. Méthode à suivre pour la police locale

La maîtrise et si possible la réduction de l'ampleur du terrorisme fait partie des priorités retenues dans le Plan national de sécurité 2004-2007. On attend notamment de la police locale :

- Qu'elle recueille et transmette des informations ciblées;
- Qu'elle prête une attention particulière à la qualité des constatations.

Afin de garantir un recueil et un flux optimal ainsi qu'une exploitation locale du flux d'informations administratives, je prie les bourgmestres, les présidents de collège de police dans le cas d'une zone pluricommunale, de reprendre l'organisation du flux d'informations à l'intérieur du corps de police en tant que point d'attention dans le plan zonal de sécurité 2005-2008, et de me tenir informé de quelle manière leurs corps y (ont) contribu(é)ent.

Ce point d'attention peut être élaboré sous la forme d'un plan d'action devant répondre, au moins, aux questions suivantes:

- Qui fournit l'information?
- Quelles informations sont rassemblées/recueillies ?
- Comment cela se passe-t-il (activement et passivement) ?
- Quand cela se passe-t-il ?

II. Maatregelen federale overheid

Ook op federaal niveau hebben we een aantal structurele optimaliseringen aangebracht. Ook hier was het de bedoeling onze waakzaamheid hoog te houden en er tevens voor te zorgen dat we ook kunnen beschikken over de nodige structuren om alle gevraagde inlichtingen tijdig te kunnen verzamelen, te verkrijgen, te verwerken om ze vervolgens te kunnen contextualiseren.

Pas dan kunnen we met kennis van zaken, na de draagwijdte van elke te ondernemen stap correct te hebben ingeschat, de nodige beleidsmatige instructies, inlichtingen en opdrachten verstrekken aan onze politie.

Om ons hiervan te verzekeren zullen we de AGG, Algemeen Gemengde Groep, uitbreiden en omvormen tot een « Algemene Inlichtingendienst Veiligheidsdreigingen » (AIV). Hier zullen alle veiligheids- en inlichtingendiensten inclusief vertegenwoordigers van de lokale en federale politie en van de diverse departementen die nuttige inlichtingen terzake kunnen aanleveren, zoals bijvoorbeeld verkeer, transport, financiën, douane, buitenlandse zaken hun plaats hebben. Alle beschikbare data en inlichtingen zullen dus worden samengebracht bij deze dienst. Deze nieuw op te richten dienst zal onder het gezag staan van de minister van Justitie en van mezelf.

Verder werd er voor gezorgd dat de diensten van de federale politie die zich specifiek met materies als terrorisme en extremisme bezighouden danig in personeel en materieel worden versterkt.

III. Maatregelen voor de lokale politie

Ook hier werd reeds een hele weg afgelegd. In het jaar 2002, t.t.z. in het volle reorganisatiejaar van de opstart lokale politie, bleek dat op het vlak van samenwerking en uitwisseling van informatie er reeds degelijke initiatieven waren ontwikkeld. De infogaring was echter onvoldoende gestructureerd en liet teveel ruimte op het vlak van inzameling en verwerking op het niveau van de lokale korpsen.

Om de zones te ondersteunen en om betere infofluxen te verkrijgen heeft de federale politie, via de kanalen van de directeurs gerechtelijke politie, netwerken opgezet met de korpsen van lokale politie. Met meer dan 100 zones zijn er reeds gezamenlijke contactpunten met de diensten GDA (Gerechtelijke diensten arrondissement) van de federale politie. In bepaalde arrondissementen werden zelfs projecten opgestart waar behoudens de lokale en de federale politie, ook de inlichtingendiensten, de douane en zelfs het leger aan deelnemen. Ik kan dit enkel toejuichen en aanmoedigen.

Ik wil echter niets onverlet laten en alle mogelijke bronnen en structuren uitputten ten einde onze bevolking de hoogste mogelijke veiligheid te kunnen garanderen.

IV. Te volgen werkwijze voor de lokale politie

In het Nationaal Veiligheidsplan 2004-2007 wordt het beheersen en zo mogelijk terugdringen van de omvang van het terrorisme als een prioriteit weerhouden. Hierbij wordt van de lokale politie verwacht dat ze o.m. :

- gericht informatie inwinnen en die doorsturen;
- bijzondere aandacht besteden aan de kwaliteit van de vaststellingen.

Om een optimale inwinning, doorstroming en lokale exploitatie van de bestuurlijke infoflux te garanderen verzoek ik de burgemeesters, de voorzitters van het politiecollege ingeval van een meergemeentenzone, om de organisatie van de informatiedoorstroming intern het korps als een aandachtspunt op te laten opnemen in het zonale veiligheidsplan 2005-2008, en me tevens ter kennis te brengen op welke wijze hun korpsen hiertoe (hebben) bij(ge)dragen.

Dit aandachtspunt kan worden uitgewerkt onder de vorm van een actieplan, waarbij aan volgende vragen minstens moet voldaan worden :

- wie levert de informatie aan ?
- welke informatie wordt ingezameld/ingewonnen ?
- op welke wijze gebeurt dit (actief en passief) ?
- wanneer gebeurt dit ?

- À qui cette information est transmise ?
- Quels moyens (technologiques et matériels) sont utilisés à cet effet ?
- Avec qui collabore-t-on ?
-

A ce plan d'action doit également être joint un plan de mesure ou un plan de suivi reprenant des critères et des indicateurs. Le Conseil zonal de sécurité peut alors être informé lors de chaque réunion sur la base de ce plan de suivi.

Comme prévu dans la circulaire PLP 35, le plan d'action est transmis à CGL pour être joint au plan zonal de sécurité.

CGL rédigera annuellement un rapport qui me sera transmis. Je pourrai ainsi, après une analyse approfondie, vérifier de quelle manière l'ensemble des flux pourra être optimisé, si toutefois ceci s'avérerait nécessaire.

Je vous saurai gré de bien vouloir informer sans délai tous les bourgmestres de votre province de la présente circulaire.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

P. DEWAELE,

Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur

- aan wie wordt deze informatie aangeleverd ?
- welke hulpmiddelen (technologisch en materieel) worden hiertoe aangewend ?
- met wie wordt hiervoor samengewerkt ?
-

Dit actieplan dient uiteraard ook te worden voorzien van een maatplan of een opvolgingsplan waarbij maatstaven en indicatoren zijn opgenomen. De zonale veiligheidsraad kan zich dan op elke vergadering laten informeren op basis van dit opvolgingsplan.

Het actieplan wordt, zoals voorgeschreven in de omzendbrief PLP 35 toegezonden aan CGL voor toevoeging aan het zonale veiligheidsplan.

CGL stelt hierover jaarlijks een rapport op dat aan mij zal worden overgemaakt, zodat ik na grondige analyse kan nagaan op welke wijze het geheel van de fluxen kan worden geoptimaliseerd, mocht dit evenwel nodig blijken.

Ik zou u dankbaar zijn indien u alle burgemeesters van uw provincie dringend op de hoogte brengt van het voorgaande.

U gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze Omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

P. DEWAELE,

Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2004/12382]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. Place vacante d'un juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Charleroi, en remplacement de M. Stéphane Etienne

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2004/12382]

Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties. Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werkgever bij de arbeidsrechtbank van Charleroi, ter vervanging van de heer Stéphane Etienne

De betrokken organisaties worden verzocht de candidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2005/09046]

Huissiers de justice. — Places vacantes

— huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Tongres : 1 (à partir du 21 juillet 2005);

— huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau : 1 (à partir du 24 juillet 2005).

Le candidat à une place d'huissier de justice adresse sa requête par une double lettre recommandée à la poste à

« Madame la Ministre de la Justice,
Direction générale de l'Organisation judiciaire,
Service du Personnel - 3/P/O.J. I.,
boulevard de Waterloo 115,
1000 Bruxelles »,

et au

Président de la Chambre nationale des huissiers de Justice.

Il adresse, également par recommandé, une copie de sa requête, accompagnée de son dossier, comprenant des documents prouvant qu'il remplit les conditions prévues à l'article 510 du Code judiciaire, au syndic-président du conseil de la chambre d'arrondissement dans lequel il demande sa nomination.

Les requêtes doivent être envoyées dans un délai d'un mois à dater de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 512 du Code judiciaire).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2005/09046]

Gerechtsdeurwaarders. — Vacante betrekkingen

— gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement Tongeren : 1 (vanaf 21 juli 2005);

— gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement Neufchâteau : 1 (vanaf 24 juli 2005).

De kandidaat voor een ambt van gerechtsdeurwaarder richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief tot

« Mevrouw de Minister van Justitie,
Directoraat-Generaal - Rechterlijke Organisatie,
Dienst Personeelszaken - 3/P/R.O. I.,
Waterloolaan 115,
1000 Brussel »,

en tot

de Voorzitter van de Nationale Kamer van de Gerechtsdeurwaarders.

Hij zendt eveneens aangetekend, een afschrift van zijn verzoekschrift samen met zijn dossier, bevattende de documenten die staven dat hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek, aan de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer waar hij solliciteert.

De verzoekschriften moeten binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* worden toegestuurd (artikel 512 van het Gerechtelijk Wetboek).